



**LH2**

# L'opinion des Français sur la rénovation de la vie politique française

**Adélaïde ZULFIKARPASIC**  
Directrice  
Département Opinion Institutionnel  
01 55 33 21 41  
[adelaide.zulfikarpasic@lh2.fr](mailto:adelaide.zulfikarpasic@lh2.fr)

**Anne-Laure GALLAY**  
Directrice adjointe  
Département Opinion Institutionnel  
01 55 33 20 90  
[Anne-laure.gallay@lh2.fr](mailto:Anne-laure.gallay@lh2.fr)

**Domitille HERMITE**  
Directrice d'études  
Département Opinion Institutionnel  
01 55 33 21 38  
[domitille.hermite@lh2.fr](mailto:domitille.hermite@lh2.fr)

PUBLIÉ LE 12 OCTOBRE PAR 

**LEVÉE DE L'EMBARGO : MARDI 13 NOVEMBRE  
5H DU MATIN**



# Note technique

- Sondage réalisé par l'institut LH2 pour **Le Nouvel Observateur** les 9 et 10 novembre 2012, **par téléphone**.
- Echantillon de **970 personnes, représentatif** de la **population française** âgée de 18 ans et plus.
- Echantillon constitué selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Toute diffusion des résultats de cette enquête doit être accompagnée des éléments suivants :  
le nom de l'institut, la méthode d'enquête, les dates de réalisation, la taille d'échantillon.

**Les données émanant de sous-catégories de population  
connaissent les marges d'erreur inhérentes aux résultats d'enquêtes quantitatives.**



## Principaux enseignements (1/3)

« Pour un renouveau démocratique », c'est le titre du rapport que l'ex premier ministre Lionel Jospin, entouré des treize autres membres de la commission de rénovation et de déontologie de la vie publique (CRDVP), a remis, vendredi 9 novembre 2012, à François Hollande. Ce document répond en 5 chapitres et 35 propositions, souvent inédites, à la lettre de mission du Président, datée du 16 juillet. Il repense quelques règles de la vie publique avec la volonté de dépasser la « crise de confiance » entre les citoyens et les institutions politiques et l'ambition de remettre le citoyen au cœur de la vie publique. Les travaux de la commission nommée en juillet par François Hollande reprend nombre d'engagements du candidat socialiste pendant sa campagne présidentielle et devaient dans l'esprit du chef de l'Etat « donner un nouvel élan à la démocratie, par un fonctionnement exemplaire des institutions publiques ».

- Alors qu'à droite comme à gauche, les réactions politiques sont nombreuses après la remise du rapport Jospin au gouvernement, certains estimant que les propositions faites ne vont pas assez loin, LH2 et le Nouvel Observateur se sont intéressés à l'opinion des Français sur quelques unes des propositions phares de ce rapport : la limitation du cumul des mandats, l'élection de 10 % des députés à la proportionnelle, « un parrainage citoyen » pour les candidats à la présidentielle.
- Ont été testées deux autres propositions sur lesquelles François Hollande a fait campagne, et qui pourraient participer à une profonde évolution des comportements publics : la prise en compte du vote blanc dans les résultats électoraux et le droit de vote des étrangers aux élections locales.

### *La limitation du cumul des mandats : une mesure plébiscitée par près des trois quarts des Français*

- Dans son rapport remis vendredi, la CRDVP recommande l'interdiction de cumul d'un mandat de député ou de sénateur avec un mandat « d'exécutif local » (maire, président de conseil général, de conseil régional...). Alors que cette mesure est loin de faire l'unanimité, tant à droite qu'à gauche, où plusieurs dirigeants socialistes, comme le maire de Lyon, Gérard Collomb, ont clairement exprimé leur opposition, estimant que l'ancrage local est indispensable aux députés, **71% des Français l'estiment nécessaire, dont 43% « tout à fait nécessaire »**. Parmi les propositions testées, la limitation du cumul des mandats arrive ainsi **en tête des propositions les mieux accueillies pour rénover la vie politique**.
- Si les critiques dépassent les clivages politiques, cette mesure est toutefois différemment accueillie selon la proximité partisane. Les **sympathisants de droite y sont ainsi moins favorables (63% la jugent nécessaire)**.
- Les **sympathisants du FN sont encore moins favorables** à cette mesure (58%), qui pourrait introduire une contrainte forte dans ses candidatures et donc limiter la présence de ses leaders : en effet, Marine Le Pen était ainsi candidate aux législatives, aux européennes, aux municipales, aux régionales.
- A l'inverse, **les sympathisants de la gauche (77%), et en particulier ceux du PS (80%) sont plus favorables que la moyenne à cette mesure, tout comme les sympathisants du Modem (89%)**. En effet, les responsables du parti ont approuvé cette mesure, qu'ils avaient défendu lors de la campagne présidentielle. Marielle de Sarnez, vice-présidente du Mouvement Démocrate, a ainsi écrit dans un communiqué que ce rapport Jospin comporte « un grand nombre d'avancées positives, et s'inscrivent dans le droit fil des propositions formulées par François Bayrou lors de la campagne présidentielle ».



## Principaux enseignements (2/3)

- De même, les 35-49 ans et les catégories les plus aisées réservent un accueil plus favorable à cette mesure. Ainsi, 82% des cadres la jugent nécessaire, de même que 81% des hauts revenus (3000€ et plus), et 77% des personnes bénéficiant d'un niveau d'études égal ou supérieur au Bac.
- On notera enfin que les Français souhaitent même aller encore plus loin que le rapport de la Commission : interrogés sur les modalités de la limitation du cumul des mandats, **56% sont pour l'interdiction totale du cumul des mandats**, quels qu'ils soient (incluant notamment les mandats de conseillers dans les instances locales), contre 19% qui sont pour l'interdiction du cumul d'un mandat national avec un mandat exécutif local, comme il est stipulé dans le rapport de la commission. **L'argument selon lequel l'ancrage local serait un atout ne convainc donc pas les Français**, alors qu'il a été avancé par un certain nombre de voix à droite, et en particulier au sein de l'UMP : Valérie Pécresse a ainsi jugé qu'une telle mesure revenait à prendre le risque de « déconnecter le député du mandat électif d'un territoire, c'est-à-dire des électeurs ». La fin du cumul des mandats serait même une « erreur totale » pour l'ancien ministre UMP Gérard Longuet : « Nous avons besoin d'avoir des parlementaires qui aient un ancrage sur le terrain et qui connaissent la vie locale et qui exercent des responsabilités », a-t-il justifié sur Canal +. Les habitants des communes rurales (moins de 2 000 habitants), moins favorables que la moyenne à cette mesure (65%) - contrairement aux habitants des agglomérations de 100 000 habitants et plus (77%) - semblent toutefois plus attachés à cette notion d'ancrage local.

### ***Des propositions qui remportent l'assentiment majoritaire de la population française, excepté le droit de vote des étrangers aux élections locales***

- Parmi les autres propositions testées, la **prise en compte du vote blanc dans les résultats électoraux** occupe la deuxième position, avec **69% des Français qui la jugent nécessaire**, dont 39% « tout à fait nécessaire ». Là encore, les 35-49 ans y sont plus favorables que la moyenne (76%), de même que les professions intermédiaires (78%) et les catégories les plus aisées. Les sympathisants de la droite, à l'inverse, y sont plus réticents que la moyenne (64%).
- Vient ensuite **la désignation d'une partie des députés à la proportionnelle lors des élections législatives, une mesure jugée nécessaire par 65% des Français** et « tout à fait nécessaire » par près d'un quart de la population (24%). A ce sujet, la commission propose que 58 députés, sur 577, soient élus à la proportionnelle. François Hollande avait lui-même suggéré que 10 % des députés soient élus selon un mode de scrutin proportionnel pendant sa campagne présidentielle. Il s'agit d'une revendication des petites et moyennes formations politiques, et notamment du Front national, qui sont « écrasées » par les deux grands partis qui dominent la scène politique française, le Parti socialiste et l'UMP. Pourtant, les sympathisants du FN sont moins nombreux que la moyenne (55%) à juger nécessaire cette mesure, probablement pour afficher leur désaccord non pas sur le principe en tant que tel, mais sur le nombre de députés qui pourraient bénéficier de ce mode de scrutin. Ils sont ainsi en ligne ainsi avec la position de Marine Le Pen, qui a qualifié « d'aumône » et de « totalement dérisoire » la proposition de la Commission.



## Principaux enseignements (3/3)

- **Les sympathisants de la droite dans l'ensemble sont eux aussi moins favorables que la moyenne à cette mesure (61%),** pour d'autres raisons. Bien que la commission se soit déclarée favorable à la constitution d'une majorité claire, afin d'assurer la stabilité gouvernementale, le chef de file des députés UMP, Christian Jacob, a ainsi qualifié cette proposition d'un « pas supplémentaire vers l'instabilité ».
- **A noter que 10% des Français ne se prononcent pas sur cette question,** sans doute en raison de la complexité du sujet et du mode de scrutin envisagé.
- La commission préconise également de **remplacer, pour toute candidature à la présidentielle, le parrainage de 500 élus au moins par « un parrainage citoyen » avec au moins 150 000 signatures.** Le remplacement du parrainage d'élus par un parrainage d'électeurs pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle est **jugé nécessaire par une courte majorité de Français** (55%, dont 22% qui la jugent « tout à fait nécessaire »). Il n'y a pas de différence significative quant à l'appréciation de cette mesure selon la proximité partisane. Les sympathisants du FN en particulier n'y sont pas plus favorables que la moyenne, alors que la présidente du FN y voit « incontestablement un mieux, compte tenu de la situation que nous avons pu vivre lors des dernières campagnes présidentielles ». En effet, Marine Le Pen s'était indignée à l'encontre des « pressions » contre les élus tentés de lui accorder leur parrainage, et avait réclamé auprès du Conseil Constitutionnel l'anonymat des parrains. En revanche, il est à noter que les catégories les plus aisées sont plus favorables à cette mesure.
- Enfin, alors que la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a récemment laissé entendre que le **projet de loi sur le droit de vote des étrangers aux élections locales** pourrait être reporté après les municipales de 2014, et tandis que cette mesure ne figure pas dans le rapport Jospin, elle est la seule des mesures testées à recueillir l'approbation de moins de la moitié des répondants (**43%**, dont 17% qui jugent la mesure « tout à fait nécessaire »). L'accueil réservé à cette mesure est très différencié selon la proximité partisane des répondants. Ainsi, si 70% des sympathisants de la gauche et 72% des sympathisants du PS y sont favorables, 16% des sympathisants de la droite et 19% des sympathisants de l'UMP ne la jugent pas nécessaire. Cette proportion tombe à 7% chez les sympathisants du FN. On notera que cette mesure est mieux accueillie également chez les plus jeunes (55% auprès des 18-24 ans), des habitants de la Région parisienne (58%), des cadres et professions intermédiaires (53%) et des personnes bénéficiant d'un niveau d'études supérieur ou égal au Bac.

*Les Français semblent donc globalement en phase avec les différentes mesures de rénovation politique envisagées par la Commission. La limitation du cumul des mandats, en particulier, jugée nécessaire par près des trois quarts des Français, semble répondre à l'exigence de modernisation et de démocratisation de nos institutions. Toutefois, il reste à voir si le gouvernement suivra la ligne proposée dans le rapport et attendue par les Français. De plus, dans la perspective de l'élaboration définitive des réformes proposées, un travail de conviction reste à accomplir afin de rassembler les Français, très partagés sur ces sujets notamment en fonction de leurs affinités politiques ou de leur catégorie socio-professionnelle.*

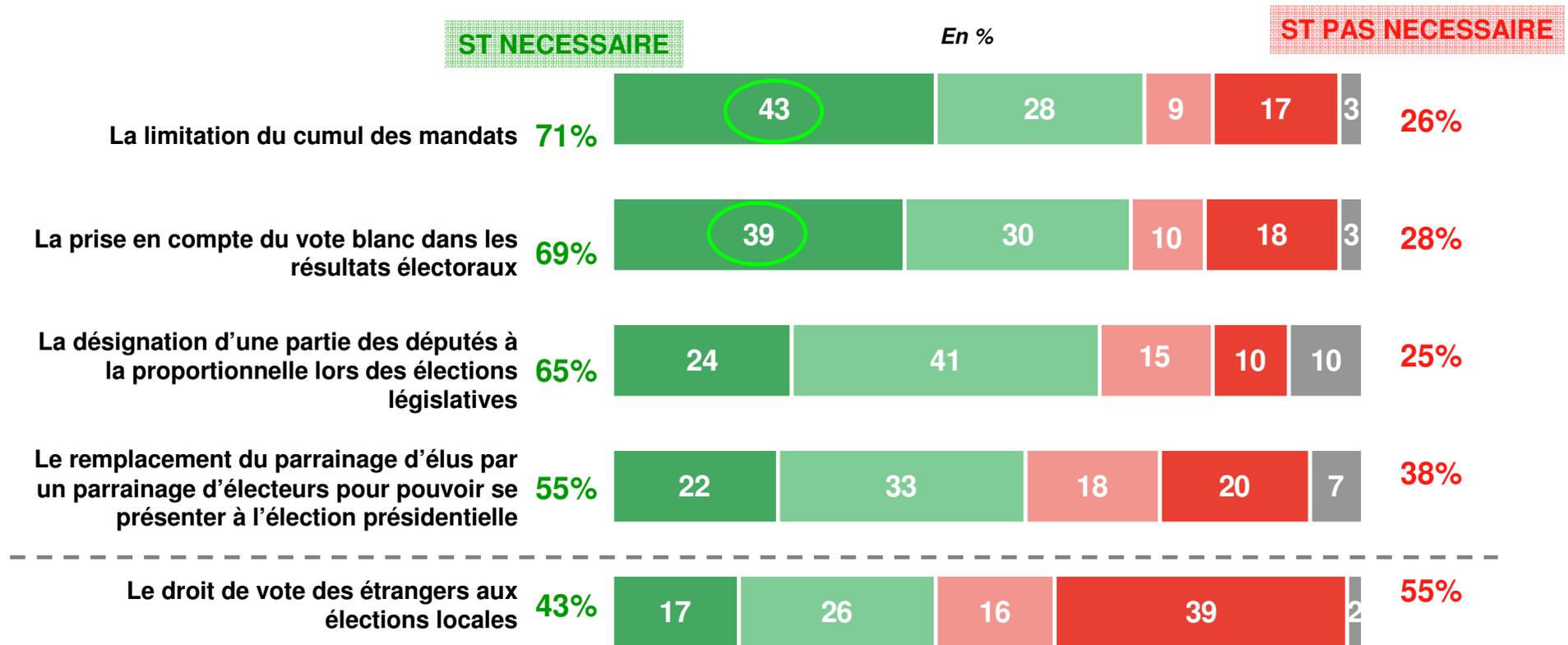


# Adhésion aux mesures liées à la rénovation de la vie politique

Q1. Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si selon vous elle est tout à fait nécessaire, plutôt nécessaire, plutôt pas nécessaire ou pas du tout nécessaire pour rénover la vie politique française...

A tous (970 individus)

■ Tout à fait nécessaire ■ Plutôt nécessaire ■ Plutôt pas nécessaire ■ Pas du tout nécessaire ■ Ne se prononce pas\*





## Détail par proximité partisane

Q1. Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si selon vous elle est tout à fait nécessaire, plutôt nécessaire, plutôt pas nécessaire ou pas du tout nécessaire pour rénover la vie politique française...

A tous (970 individus)

	Ensemble	Sympathisants de la gauche	Sympathisants du PS	Sympathisants de la droite	Sympathisants de l'UMP	Sympathisants du FN
<b>ST NECESSAIRE</b>						
La limitation du cumul des mandats	71%	77%	80%	63%	66%	58%
La prise en compte du vote blanc dans les résultats électoraux	69%	70%	69%	64%	64%	61%
La désignation d'une partie des députés à la proportionnelle lors des élections législatives	65%	71%	76%	61%	61%	55%
Le remplacement du parrainage d'élus par un parrainage d'électeurs pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle	55%	58%	58%	55%	56%	52%
Le droit de vote des étrangers aux élections locales	43%	70%	72%	16%	19%	7%

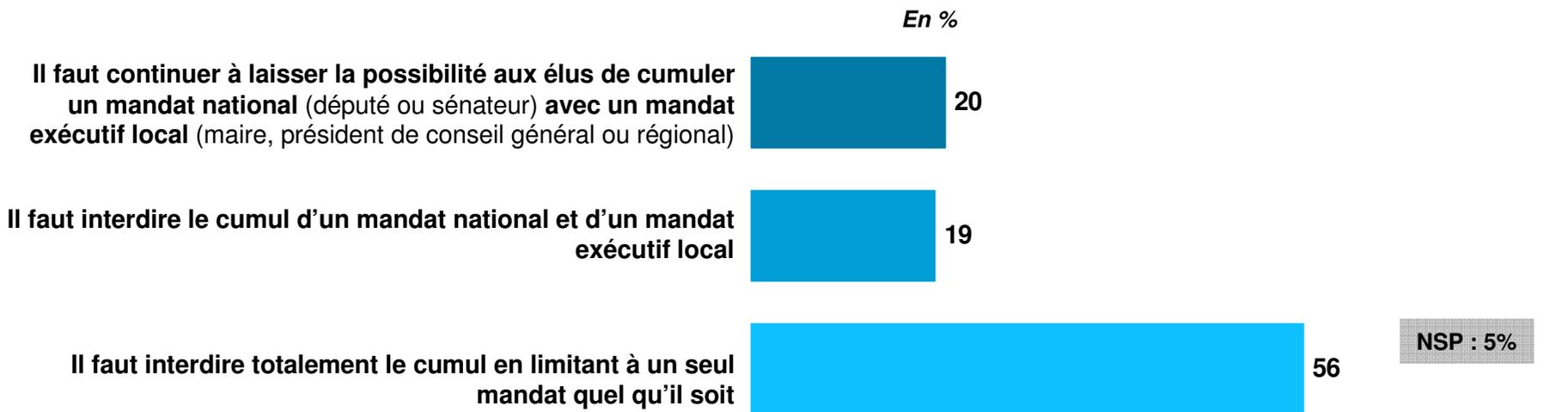


# Focus sur le cumul des mandats

Q2. Concernant le cumul des mandats, de quelle opinion diriez-vous que vous êtes le plus proche ?

A tous (970 individus)

En %



	Ensemble	Sympathisants de la gauche	Sympathisants du PS	Sympathisants de la droite	Sympathisants de l'UMP	Sympathisants du FN
Il faut continuer à laisser la possibilité aux élus de cumuler un mandat national (député ou sénateur) avec un mandat exécutif local (maire, président de conseil général ou régional)	20%	19%	17%	23%	27%	15%
Il faut interdire le cumul d'un mandat national et d'un mandat exécutif local	19%	22%	23%	19%	22%	10%
Il faut interdire totalement le cumul en limitant à un seul mandat quel qu'il soit	56%	56%	58%	56%	50%	74%